

**Demande d’Appel d ’Offres de Service**

**Éducation Development Center, Inc.**

**(Ci-après désigné “EDC”)**

**Appel d’offres pour la fourniture des services de Calcul de paie et La prise en charge des démarches liées à l’emploi et le conseil en matière de conformité à la législation**

**Date d'émission : 5 Décembre, 2018**

EDC est une organisation internationale à but non lucratif qui met en œuvre des programmes d’éducation, de santé et de développement économique dans le monde entier. Notre travail inclut de la recherche, de la formation, du matériel et des stratégies pédagogiques, avec des activités allant de projets d'amorçage à des initiatives à grande échelle. EDC jouit d’une réputation internationale pour son excellence dans la gestion de programme, dans la gestion financière et pour l’impact de son travail.

En RDC, EDC implémente deux projets à savoir Activité pour le Développement Intégré des Jeunes (ADIJ) au Nord et Sud Kivu et Renforcement des Services et des Liens aux Services de VIH pour les Enfants infectés et Affectés par le VIH (ELIKIA) à Lubumbashi

***1. Objet et éligibilité***

**1.1 Objet**

Cet appel d’offres vise à inviter les futurs offrants à soumettre une proposition visant à fournir des services de calcul de paie, des facilités fiscales (déclarations, paiements des impôts, taxes, cotisations sociales contributions des employés à l’INPP et ONEM, plaidoyer et conseil en matière des fiscsvis-à-vis de la loi en RDC)et autres démarches administratives liées à la conformité de la législation

.

Les soumissionnaires doivent prouver qu'ils ont une capacité suffisante au moment de la proposition de fournir des services dans les localités de Bukavu, Goma et Lubumbashi.

**1.2 Éligibilité**

Cette offre est ouverte seulement aux organisations incorporées ou organisées légalement selon les lois de tout pays non sanctionné par le gouvernement américain.

Les offres d’organisations incorporées ou organisées légalement sous les lois de pays sanctionnés par les États-Unis ne seront pas examinées.

***2. Informations Générales***

**2.1 Document original de l’appel d’offres**

EDC doit conserver l’Appel d’offres et tous les termes et conditions, documents et autres pièces jointes liés à celle-ci, sous leur forme originale dans une archive.

Toute modification de ceux-ci, lors la proposition du Soumissionnaire ou dans le contrat qui s'ensuit, est un motif de disqualification immédiate.

**2.2 Dispositions de l’appel d’offres**

1. Toutes les informations fournies par EDC dans cet appel d’offres sont données en bonne foi. EDC ne certifie pas que tout article ne comporte pas d'erreur. EDC n'est pas responsable pour tout usage des informations ou pour toute revendication en découlant.Cet appel d’offres n'engage en aucun cas EDC à payer tout coût encouru par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission d'une proposition. Il s'agit de la responsabilité du Soumissionnaire.
2. Tous les documents soumis en réponse à cet appel d’offres deviennent la propriété d'EDC dès leur délivrance à EDC.
3. Des documents supplémentaires peuvent être requis avant la sélection.
4. Le présent marché est hors toutes taxes et tous droits de douanes conformément aux accords de l’USAID avec le gouvernement au RDC.
5. Toutes les offres soumises en réponse à cette appel d’offres et toutes les correspondances y afférentes doivent être en Français.

**2.3 Calendrier**

Le calendrier suivant s'applique à cet appel d’offres mais peut changer selon les besoins d'EDC ou des circonstances imprévues.

Les changements dans ce planning seront annoncés comme modifications formelles de l’appel d’offres.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **LIGNE** | **HEURE** | **DATE** | **Programme** |
| A | 17H00 heure du RDC | 8 Décembre, 2018 | Date limite pour la soumission questions relatives à l’offre à EDC |
| B | 17H00 heure du RDC | 10 Décembre 2018 | Date estimée d’envoie des réponses |
| C | 17H00 heure du RDC | 15 Décembre, 2018 | Date limite pour la soumission des offres à EDC |
| D | 16H30 heure du RDC | 18 Décembre, 2018 | Date de l’ouverture des offres |

**2.4 Inspection et acceptation**

Tout contrat accordé en réponse à cet appel d’offres, EDC peut inspecter et tester les livrables pour déterminer si ceux-ci sont conformes aux termes du contrat et à ses pièces jointes.

Sauf consenti autrement par écrit par EDC, a le droit d’inspecter la conformité avant paiement ou acceptation des services avec la partie terse.

***3. Soumission et sélection des offres***

**3.1 Compréhension de l’appel d’offres par le Soumissionnaire**

En répondant à cet appel d’offres, le soumissionnaire comprend parfaitement l’appel d’offres dans sa totalité et en détail, ce qui inclut d’effectuer tout appel d’offres nécessaire à EDC pour acquérir cette compréhension.

**3.2 Communication**

Les communications orales ne sont pas effectives, sauf confirmées formellement par écrit au contact de l'EDC en charge de la gestion du processus d’appel d’offres. Les communications verbales n'auront en aucun cas préséance sur les communications écrites.

Les questions et requêtes des Soumissionnaires liés à cet appel d’offres doivent être adressées par écrit en français avant la date et l'heure désignés à la **Ligne A** du tableau de la Partie 2.3, à :

Éducation Développent Center, Inc. À l'attention de : **ÉDC,** E-mail :[**adijacquisitions@edc.org**](mailto:adijacquisitions@edc.org)**,** Pour que les questions et/ou requêtes soient traitées, le Soumissionnaire doit mettre l’objet suivant comme sujet de l’email : ***« Questions concernant l’appel d’offrepour la fourniture des services de calcul de paie et facilités fiscales.*»**

**3.3 Soumission d'offre**

Tous les devis doivent inclure une lettre fournie sur du papier à en-tête de l'entreprise ou du papier à lettre et être signé à l'écrit par l'agent autorisé du Soumissionnaire.

Il n'est pas acceptable de ne fournir que le nom dactylographié du représentant du Soumissionnaire. Les devis soumis sans signature écrite ne seront pas examinés. L'agent autorisé du Soumissionnaire qui signe la lettre doit également signer tous les autres composants du devis qui requièrent une signature.

L'offre doit être adressée à :Éducation Développent Center, Inc.À l'attention de EDC : E-mail[**Adijacquisitions@edc.org**](mailto:Adijacquisitions@edc.org)**,**  livrés à la main à :

Education Développent Center, Inc.

À l'attention de : Équipe ADIJ

Adresse de livraison en main propre :

* N° 015 Avenue Nyawera, Quartier de Nyalukemba, Commune d’Ibanda, Bukavu, D.R. Congo
* N° 007, Avenue des IBIS, Quartier Les Volcans, Commune de Goma, Ville de Goma, Nord-Kivu, R.D. Congo
* N°08, Lubumbashi, N°7732B Av. Kisambi Quartier Lido Golf Commune de Lubumbashi

**Les devis doivent être dans une enveloppe fermée et scellée.**

Il est de la responsabilité du Soumissionnaire de s'assurer que le devis est livré à EDC à la date limite indiquée dans cet appel d’offres. Tous les devis doivent être reçus par EDC avant la date et l'heure désignée à la **Ligne C** du tableau en Partie 2.3.

**Ouverture des Offres**

EDC organisera l’ouverture des offres à la date et l'heure désignée à la **Ligne D du tableau** en partie 2.3. Les Soumissionnaires qui souhaitent y participer pourront se faire représenter par un maximum de 2 représentants chacun.

**3.4 Critères d’évaluation**

**3.4.1 Devis complets**

Les Soumissionnaires doivent soumettre tous les composants requis par cet appel d’offres, dont ses annexes, de sorte à ce que leur offre soit complète. Voir l'Annexe D pour une liste des éléments à y inclure. Avant d'évaluer les offres, EDC déterminera lesquelles incluent les composants requis pour que l'offre soit considérée complète. Veuillez noter que bien qu'EDC déterminera certaines offres comme complètes, cette détermination ne signifie pas qu'une attribution sera effectuée à un ou plusieurs Soumissionnaires avec des offres complètes. Seules les offres complètes seront évaluées et examinées.

**3.5. Exigences minimales et Critères d'évaluation**

**3.5.1 Exigences minimales**

Les Offrants doivent satisfaire aux exigences minimales suivantes :

|  |
| --- |
| **Exigences minimales** |
| ***DISPOSITIONS GÉNÉRALES*** |
| L'Offrant doit être une Société/Entreprise enregistrée au registre de commerce de la République Démocratique du Congo (RDC). |
| L'Offrant doit avoir des documents d'acquittement de l'impôt délivrés par le gouvernement de la RDC. |
| ***CAPACITÉ ORGANISATIONELLE*** |
| Doit être un prestataire de **services de paie et facilitation fiscales** en RDC |
| Doit être en mesure d'assurer la permanence de service de calcul de paie et facilités fiscales en l’endroit d’EDC en considérant les localités de Bukavu, Goma et Lubumbashi |
| Doit avoir un personnel formé sur la gestion de paie, le code du travail de la RDC et le système et loi en matière des fiscalités de la RDC |
| **PRESTATION DE SERVICE** |
| Doit être capable de fournir les services susmentionnés pendant toute l’année fiscale. |

Les Offrants qui ne rempliront pas les exigences minimales susmentionnées ne seront pas considérés comme éligibles, les propositions émanant de ces organisations ne feront l'objet d'aucune évaluation ultérieure. Les propositions des organisations ayant rempli les conditions minimales seront évaluées suivant les critères énumérés ci-dessous.

**3.5.2 Critères d'évaluation**

Cette Demande d’Appel d’Offre (DAO) vise à identifier les organisations qui ont l'intérêt, la capacité et le potentiel financier pour fournir les services identifiés dans le Section 4.

EDC évaluera les propositions conformément à cette section et prétend attribuer le marché à l'Offrant dont la proposition est la plus rentable à EDC. La proposition « La plus rentable » renvoie à celle qui propose les solutions les plus avantageuses pour EDC compte tenu des facteurs techniques.

**Critères d'évaluation technique :**

| **ritères** | **Description** | **Points Maximum** |
| --- | --- | --- |
| **Techniques** | L'approche technique comprend les éléments et documents suivants :   * Compréhension avérée du code de travail en RDC * Capacité éprouvée à fournir des services pertinents de calcul de paie et facilités fiscales * Des procédures et logiciels utilisés pour générer les salaires. * De la méthodologie utilisé pour le plaidoyer en matière fiscal | **40** |
| **Gestion** | Le plan de gestion comprend les éléments et documents suivants :   * Gestion globale et plan d'établissement de rapports de paie * Mécanisme établi pour réduire à zéro les pénalités fiscales * Liaison avec le personnel administratif d’EDC lors de l’établissement des salaires * Liaison et Communication avec l’administration fiscale provinciale * Mécanismes de suivi et de contrôle de la qualité des taxes et impôts * Outils et mécanisme de de collaboration avec les administrations fiscales locales lors des contrôles et/ou audit fiscal | **20** |
| **Personnel** | Il est recommandé d’inclure les CVs du personnel chargé de calcul de paie et facilités fiscales | **20** |
| **Rendements passés/ marchés similaires** | Les rendements passés/ marchés similaires des offrants seront évaluées en ce qui concerne :   * Les rendements démontrés et les informations sur les services de calcul de paie et facilités fiscales offerts aux organisations au cours des cinq (5) dernières années. * L'expérience avec les ONG internationales * L'expérience avec les Ambassades étrangères et les organismes des Nations Unies. | **20** |
| **Total** | | **100** |

L'évaluation des coûts inclura la détermination du caractère réaliste, exhaustif et raisonnable des coûts. Le caractère réaliste des coûts renvoie à la capacité de l'Offrant à prévoir des coûts réalistes par rapport au travail à effectuer ; qui reflète une bonne compréhension des exigences et qui sont compatibles avec la capacité technique de l'Offrant.

**3.5.3 Limites compétitives**

EDC peut définir les limites compétitives composées uniquement des propositions les plus notées. Dans certaines circonstances, EDC peut décider que le nombre de propositions les plus notées qui pourraient autrement être inclus dans les limites compétitives dépasse le nombre à partir duquel une concurrence efficace peut être organisée. Si tel est le cas, EDC peut limiter le nombre de propositions à inclure dans les limites compétitives au plus grand nombre qui va permettre une concurrence efficace entre les propositions les plus notées. EDC peut éliminer une proposition si celle-ci est tellement déficiente qu'il faudrait pour cela une nouvelle proposition technique. EDC peut éliminer une proposition dont le coût est exagérément élevé comparés aux autres propositions concurrentielles de façon à donner l'impression que celle-ci a peu de chance d'être concurrentielle. EDC peut éliminer une proposition qui exige beaucoup de débats, une réécriture complète ou d'importantes révisions telles qu'il permet à un Offrant d'avoir un avantage injuste sur les autres propositions plus concurrentielles.

***3.6 Sélection***

Cet appel d'offre utilise le processus de compromis décrit dans la section 15.101.1 du FAR.

EDC n'est pas obligée d'accorder le marché sur la base du plus bas coût proposé ou de l'Offrant avec la plus grande note sur l'évaluation technique.

Bien que pour cet appel d'offre, les valeurs des propositions techniques sont considérément plus importantes que le coût/prix en vue de décider l'Offrant le mieux compètent pour accomplir le travail, les facteurs de coûts doivent aussi être considérés. Par conséquent, après la dernière évaluation des propositions, EDC entend attribuer le marché à l'Offrant dont la proposition offre à EDC le meilleur rapport qualité technique/prix.

Par ailleurs, EDC peut attribuer le marché à l'Offrant au prix plus élevé s'il est déterminé que la plus haute qualité de l'évaluation technique de l'Offrant mérite le coût/prix supplémentaire.

EDC peut attribuer un ou plusieurs marchés émanant de cette DAO à/aux Offrant(s) dont la/les proposition(s) conformément à cette DAO offre le meilleur rapport qualité /prix. EDC peut aussi (a) rejeter une ou toutes les proposition(s), (b) accepter une proposition autre que celle qui offre le plus bas coût.

EDC peut attribuer un marché sans en discuter avec les Offrants. Ainsi, les Offrants sont vivement encouragés à soumettre leurs meilleures propositions dans leurs soumissions initiales. EDC se réserve le droit de visiter les sites et/ou de tenir des discussions qui peuvent donner lieu à une révision des propositions avec un ou plusieurs Offrant(s) si EDC juge, à sa seule discrétion, que ladite discussion est nécessaire. Ces discussions peuvent inclure des présentations orales par l'Offrant.

**4. Spécifications techniques**

4.1 Calcul de paie

* Logiciel utilisé pour le calcul de paie
* Fond et forme du rapport de paie établi (payroll à fournir pour la paie – différentes variables de la paie).
* Monnaie utilisé pour le calcul de paie.
* Politique générale utilisée pour générer la paie
* Fond et forme de bulletins de paie à établir
  1. Facilités fiscales
* Mécanisme des déclarations et paiements d’impôts, taxes, cotisations sociales (CNSS), contributions à l’INPP et ONEM
* Mécanisme de contrôle de calcul d’impôts et plan de mitigation du risque des pénalités
* Système de collaboration avec l’administration fiscale à mettre en place
* Approche pour mener le plaidoyer et représentation à l’administration lors de contrôle et/ou questions soulevées sur les transactions d’EDC
* Approche pour le conseil fiscal à fournir à EDC afin de prévenir tout risque d’erreur liée aux fiscs dans les transactions courantes

4.3 Autres démarches

* La prise en charge des démarches administratives liées à l’emploi et le conseil en matière de la conformité et la législation
* Appui aux démarches des visas de la DGM

**5. Exigences relatives aux propositions**

Les propositions doivent être présentées en français.

* 1. ***Exigences techniques relatives aux propositions***

Toutes les propositions en réponse à cetteDAO doivent inclure les éléments suivants :

* Une proposition technique détaillée des services à fournis à EDC dont un texte explicatif pour justifier comment les choix proposés vont répondre aux attentes d'EDC décrits dans la Section 4 et toutes les informations techniques.
* Un devis détaillé conformément à la Section 5.2
* Une déclaration de la capacité organisationnelle décrivant la capacité institutionnelle de l'Offrant dans des activités du projet en question et les capacités administratives et financières et l'expérience de l'Offrant. Le formulaire et les certificats sont indiqués dans la Section 7.
* Une liste du personnel qualifié et le personnel technique incluse dans la proposition de l'Offrant, y inclus les détails de leurs expériences pertinentes et des missions pertinentes au cours des trois dernières années.
* Une description d'une mission similaire accomplie par l'Offrant

**5.2 Exigences relatives à la proposition de prix**

Tous les Offrants doivent soumettre une ventilation des dépenses relatives à l'exécution des tâches prévues dans la DAO. En réponse à cette DAO EDC prévoit attribuer un marché à prix ferme et définitif.Changer comme ceci : Si l'offrant n'est pas un organisme des USA, la proposition des prix peut devra être aussi en dollars Américain . Tous les Offrants doivent fournir une garantie de prix stipulant que les prix de leurs propositions seront les mêmes pendant au moins **90 jours.**

1. **Type de contrat et paiement**

Un contrat de service à prix fixe sera attribué en réponse à cette DAO.

Le calendrier de paiement pour tout ordre de tâche résultant du contrat devrait être le suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| **Livrable** | **Montant du paiement** |
| A l’exécution de la tache de chaque mois : fourniture de services convenue  **Calcul de paie et facilités fiscales** | **Le paiement sera effectué à 100% après l'exécution du service et sur présentation de la facture**. |

Les paiements seront effectués dans les trente (30) jours suivant l'approbation de chaque facture mensuelle. EDC se réserve le droit de suspendre le paiement total ou partiel si l'offrant sélectionné omet de soumettre les travaux, rapports ou factures demandés, dans les délais impartis ou s'il soumet des travaux ou des rapports qui ne lui conviennent pas.

**7. Aperçu de l'organisation et certification de l'offrant**

Pour que leur proposition soit considérée, l'offrant doit remplir et soumettre le formulaire de renseignements sur l'organisation et de certification, qui est inclus à **l'annexe A** de la présente DAO, et soumettre toutes les pièces jointes requises par le formulaire.

**8. Garantie, preuve d’enregistrement de l’entreprise et attestation fiscale à jou**r

Afin que leur proposition soit considérée, l'offrant doit compléter et présenter la preuve de son enregistrement d'entreprise et son attestation fiscale à jour en pièce jointe à la présente demande de propositions.

**9. Liste de vérification de la proposition**

La liste de contrôle de la proposition est requise dans le cadre de la soumission. Il répertorie toutes les pièces de la soumission et devrait être utilisé pour suivre l'achèvement du dossier de proposition par l'offrant. Veuillez utiliser la liste de contrôle fournie à **l'annexe D.**

**10. Durée du contrat :**

Le contrat issu de cet appel d’offre sera d’une durée d’un (01) an renouvelable après évaluation.

**Annexe A – Certification de l’Organisation**

Le Soumissionnaire doit s'assurer que cette certification est dûment complétée et exécutée correctement par un agent autorisé de la société du Soumissionnaire ;

**A1. Informations organisationnelles**

Nom légal complet de la société du Soumissionnaire :

Année d'établissement :

Coordonnées liées au devis :

* + - * 1. Nom complet et titre de la personne :
        2. Adresse complète du bureau :
        3. Numéro de téléphone :
        4. Numéro de fax :
        5. Adresse email :

Numéro Dun & Bradstreet du Soumissionnaire [[1]](#footnote-2):

Le Soumissionnaire, en cochant la ou les case(s) appropriée(s), certifie que ;

Le Soumissionnaire est une **entité non américaine** et opère en tant que :

corporation incorporée sous les lois de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_       (pays),

un individu,

un partenariat,

une organisation non gouvernementale à but non lucratif,

un institution d'enseignement non gouvernementale,

une organisation gouvernementale,

une organisation internationale, ou

une jointe venture.

Le Soumissionnaire est une **entité américaine** et opère en :

1. opère en tant que :

il opère en tant que [ ] une corporation incorporée sous les lois de l'État de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_       (État),

un individu,

un partenariat,

une organisation non gouvernementale à but non lucratif,

un état ou une organisation gouvernementale locale,

un collège ou une université privée,

un collège ou une université publique,

une organisation internationale, ou

une jointe venture.

2. son statut\* est (cochez tout ce qui s’applique ; les codes NAICS de cet appel d’offres sont 441110, 441210 et 441221) :

Petite Entreprise (PE) (Auto-Certification)[[2]](#footnote-3)

Petite Entreprise Défavorisée (PED) (Auto – Certification)

Zone HUB Petite Entreprise (Auto-Certification n’est pas disponible), Certification émise par

Petite Entreprise appartenant à une femme (PEAF) (Auto – Certification)

Petite Entreprise Appartenant à un Ancien Combattant (PEAAC) (Auto – Certification)

Petite Entreprise appartenant à un Ancien Combattant Invalide (PEAACI) (Auto – Certification)

Grande Entreprise (GE)

Autre certification, certification :

En plus de ce qui est mentionné ci-dessus, le Soumissionnaire se conforme au Tableau des Tailles standards de l’Administration des Petites Entreprises. (Voir [www.sba.gov](http://www.sba.gov) pour plus d'informations.)

**A2. Références**

Noms, adresses mail, numéros de téléphone et personnes à contacter dans les trois organisations (de préférence en RDC)) auxquelles le Soumissionnaire a fourni des services de type similaire et dans des quantités similaires ou plus importantes au cours des **5 derniers années**, que EDC peut appeler pour références, et une description du type de fournis à chaque organisation. Il est recommandé que le Soumissionnaire alerte les contacts que leurs noms ont été soumis et qu'ils sont autorisés à fournir des informations de performances si EDC l’appel d’offres.

***Référence N°1 :***

Nom de l'organisation :

Personne de contact :

Adresse email :

Numéro de téléphone :

Type de fournis :

Valeur des fournis :

Mois et année de fourniture des :

***Référence N°2 :***

Nom de l'organisation :

Personne de contact :

Adresse email :

Numéro de téléphone :

Type de fournis :

Valeur des fournis :

Mois et année de fourniture des :

***Référence N°3 :***

Nom de l'organisation :

Personne de contact :

Adresse email :

Numéro de téléphone :

Type de fournis :

Valeur des fournis :

Mois et année de fourniture des :

**A3. Incorporation, immatriculation et contentieux**

Les documents suivants doivent être inclus dans votre offre.

Documents prouvant l'incorporation légale actuelle du Soumissionnaire dans le pays où il est incorporé :

Joint

Une de l'immatriculation active actuelle du Soumissionnaire, prouvant qu'il peut opérer légalement en RDC, *si le Soumissionnaire va effectuer toute tâche sous un contrat résultant de cet appel d’offres en RDC.*

Joint

Le Soumissionnaire certifie qu'il n'effectuera aucune tâche sous un contrat résultant de cet appel d’offres en RDC et certifie qu'il peut opérer légalement dans le ou les pays dans lesquels toute tâche sous un contrat résultant de cet appel d’offres en RDC aura lieu.

Des informations sur tout procès, procédure judiciaire ou autre contentieux en cours dans lequel le Soumissionnaire ou toute entité en collaboration sont impliqués, quelle que soit la juridiction où le litige a lieu.

Joint

Le Soumissionnaire certifie ne pas être actuellement implique dans des procès, procédure judiciaire ou autre contentieux.

**A4. Personnes clé**

Les noms et titres des personnes clés du Soumissionnaire sont :

(a) les agents principaux du corps dirigeant de l'organisation (PDG, vice-PDG, trésorier, secrétaire du conseil d'administration ou des actionnaires) ;

(b) l'agent principal de l'organisation et son adjoint (directeur exécutif, directeur adjoint, président, vice-président) ;

(c) gestionnaire de programme pour le contrat proposé ;

(d) toute autre personne ayant des responsabilités important pour l'administration d'activités ou de ressources financées par les États-Unis quant à la livraison des services proposés.

**A5. Reconnaissance et accord du contenu de cet appel d’offres**

En signant ce formulaire, le Soumissionnaire atteste sa reconnaissance et son accord du contenu de cet appel d’offres et de tous les plannings et termes et conditions l'accompagnant, incluant sans s'y limiter les conditions de paiement de la partie 6.

**A6. Respect des lois et règlementations applicables**

En signant ce formulaire, le Soumissionnaire consent à respecter les lois fédérales américaines applicables, dont celles sur la discrimination positive, E-Verify, l'égalité face à l'emploi, l'usage de participants humains à la recherche, le handicap, l'interdiction du soutien au terrorisme, l'interdiction du trafic humain et des discriminations, et si la valeur du contrat résultant de cet appel d’offres est de 10000 $ ou plus, de l'Executive Order 13496, Notification des droits des employés sous les lois du travail fédérales, voir 29 CFR Partie 471, Appendice A à la sous-partie A. Le Soumissionnaire certifie par la présente ne pas avoir de taxe d'état ou fédérale impayée. Le Soumissionnaire coopérera avec EDC dans ses efforts de respect de toutes les lois, règlementions et termes et conditions d'attribution imposés par EDC au(x) sponsor(s) de ce projet.

**A7. Exclusion et suspension**

Le signataire certifie de plus que sa société (cocher la case) :

EST

N'EST PAS

actuellement exclue, suspendue ou sur le point d'être exclue de toute entité fédérale des États-Unis. Le signataire consent à informer EDC de tout éventuel changement de son statut jusqu'à ce qu'une attribution ait été effectué en vertu de cet appel d’offres.

**A8. Validité de l'offre**

Cette offre est soumise en réponse à un appel d’offres d'offre émise par EDC. Le signataire est un agent dûment autorisé et certifie par la présente que :

Nom du Soumissionnaire

Consent à être lié par le contenu de ce devis et consent aux termes, conditions et dispositions de l’Appel d’offres auquel il répond. L'offre doit rester effective pour une période de 90 jours calendaires à part de la date d'échéance de l’appel d’offres.

**A9. Négociateurs autorisés**

Personne[s] autorisée[s] à négocier au nom de cette firme dans le cadre de cette Appel d’offres :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom : |  | Titre : |  |
| Signature : |  | Date : |  |
| Nom : |  | Titre : |  |
| Signature : |  | Date : |  |

**A10. Signature**

***Signature de l'agent autorisé :***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom : |  | Titre : |  |
| Signature : |  | Date : |  |

**Annexe B — Définitions (Entités américaines uniquement)**

**Petite Entreprise (PE)**

Une petite entreprise, signifie une entreprise y compris ses succursales, qui est indépendamment possédée et opérée, qui n’est pas dominante dans son domaine d’opération, et remplit les critères de l’industrie NAICS (<http://www.census.gov/eos/www/naics>) à laquelle elle appartient. Actuellement, le processus de certification d’une petite entreprise n’est pas requis pour les Contrats Fédéraux. En soumettant une estimation de prix, il faut simplement faire une auto-certification en cochant la case appropriée.

## Petite Entreprise Défavorisée (PED)

Une Petite Entreprise Défavorisée (PED) est une petite entreprise qui est au moins à 51 pour cent détenue par un ou plusieurs individus qui sont à la fois socialement et économiquement défavorisés.

La SBA définit les groupes socialement défavorisés comme ceux qui ont été, historiquement, sujets à un préjudice racial ou ethnique ou un préjugé culturel” dans la plus grande culture américaine. Les groupes identifiés comprennent : Les Afro-Américains, Les Américains d’Asie du Pacifique, les Américains Hispaniques, les Américains Natifs (Indiens) et les Américains Asiatiques du Sous – Continent. Les membres des autres groupes peuvent être qualifiés s’ils peuvent démontrer d’une manière satisfaisante qu’ils remplissent les critères établis.

Les individus économiquement défavorisés sont définis comme ceux pour qui les problèmes pour accéder aux opportunités financières les ont empêché d’être compétitifs dans le système d’entreprise libre, contrairement aux personnes dans des affaires similaires qui ne sont pas identifiés comme socialement défavorisés.

## Petite entreprise HUBZone - Zone économique historiquement sous-utilisée

Une classification de petite entreprise apparaissant sur la liste Qualified HUBZones Small Businesses de l'administration américaine des petites entreprises. Pour déterminer si toutefois votre entreprise est située dans une HUB Zone, ou pour faire un appel d’offres en ligne, allez au site Web de HUBZone de l’Administration de Petites Entreprises <https://eweb1sp.sba.gov/hubzone/internet/index.cfm>.

## Petite entreprise appartenant à une femme (WOSB)

Une petite entreprise appartenant à au moins 51 pour cent et activement dirigée par une ou plusieurs femmes, soit avec la citoyenneté américaine, soit avec le statut de résident étranger. Apprenez davantage sur le Bureau de SBA sur les Femmes possédant des Entreprises à

***Petite Entreprise appartenant à un Ancien Combattant (PEAAC)***

Une petite entreprise qui :

1. Au moins 51% détenue inconditionnellement par un ou plusieurs vétérans (Anciens Combattants) comme définit dans 38 U.S.C. (101 (2) ou, dans le cas d’une entreprise appartenant au public, au moins 51% des actions de ce qui est détenu inconditionnellement par un ou plusieurs anciens combattants ; et
2. La gestion et les opérations quotidiennes des affaires qui sont contrôlées par un ou plusieurs anciens combattants.

Apprenez davantage sur le Bureau de SBA du Développement des Affaires des Anciens Combattants à : http://www.sba.gov/aboutsba/sbaprograms/ovbd/index.html.

***Petite Entreprise appartenant à des Anciens Combattants Invalides (PEAACI)***

Une petite entreprise qui est :

1. Au moins à 51% détenue inconditionnellement par un ou plusieurs anciens combattants invalides, dans le cas d’une entreprise appartenant au public, au moins 51 des actions qui sont détenues sans condition par un ou plusieurs anciens combattants invalides, et ;
2. anciens combattants invalides, ou dans le cas d’un ancien combattant invalide avec un handicap permanent ou sévère, le conjoint ou le pourvoyeur permanent de soin d’un tel ancien combattant.

“Un vétéran invalide de guerre” signifie un ancien combattant, comme défini dans 38 U.S.C. 101 (2), avec un handicap qui est lié au service comme défini dans 38 U.S.C. 101 (16). Apprenez davantage sur le Département Américain des Affaires des Anciens Combattants à : <http://vabenefits.vba.va.gov/vonapp/main.asp>.

***NAICS***

Le Système de Classification de l’Industrie Nord – Américaine (NAICS) est le standard utilisé par les agences Fédérales de Statistiques dans la classification des établissements des affaires dans le seul but de collecter, analyser, et publier les données statistiques relatives à l’économie des affaires des États-Unis. Pour plus d’informations, allez à NAICS à : http://www.census.gov/eos/www/naics/.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Item** | **Nombre d’agent** | **Cout Unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | **Calcul de paie** |  |  |  |
|  | **Sous total** |  |  |  |
| **Autre service** | | | |  |
| **2** |  | **Mois** | **Cout unitaire** | **Montant total** |
|  | **Facilités fiscales** |  |  |  |
|  | **Cout total** | |  |  |

**Annexe C—utilisez le Modèle Excel fourni sur demande**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | |  |
|  |  |  |
|  |  |  | |  |

**Annexe D contrôle/Checklist**

Veuillez inclure cette liste de contrôle avec votre proposition. Veuillez cochez chaque case à droite.

**Nom de l’Offrant:** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |
| --- | --- |
| **Éléments à inclure dans la proposition** | **Soumis** |
| 1.Lettre de soumission (Annexe E) |  |
| 2. Liste de contrôle (Annexe D) |  |
| 3. Proposition sur papier à en-tête du fournisseur |  |
| 4. Garantie de prix valable pour **90 jours** |  |
| 5. Description du type de **services de calcul de paie et facilités fiscales** que le fournisseur a l'intention de fournir afin d’aider EDC à**prévenir tout risque d’erreur sur la paie et les fisc** |  |
| 6. Annexe A (complétée et signée) |  |
| 7. Documents administratifs   * + - * Attestation fiscale à jour       * Certificat de non faillite (dernier bilan certifié)       * Identification nationale |  |
| 8.Annexe B - Modèle de prix au format Excel |  |

|  |  |
| --- | --- |
|  | **ANNEXE E : MODELE DE LETTRE DE SOUMISSION**  A : Monsieur le Directeur de la sécurité,  Je soussigné \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_représentant l’entreprise/Société  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

Inscrite au registre du Commerce de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_sous le n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Après avoir pris connaissance du dossier d’appel d’offres pour la sécurisation des bureaux et domicile d’Education Development Center (EDC) en RDC

1. Déclare en accepter toutes les clauses de cet appel d’offres et m’engage, après en avoir apprécié les exigences du dossier, à faire le travail pour le prix global de ……………. (En lettres et en chiffres).
2. Je m’engage à honorer, les exigences des termes du DAO et à garantir un service de qualité dans le délai contractuel :

La validité de la présente soumission (offre) couvre une période de 90 jours à compter de la date de dépôts des offres.

Fait à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature

Nom et poste du signataire \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. *Les Soumissionnaires disposant actuellement d'un numéro Dun & Bradstreet doivent fournir cette information. Les soumissionnaires non-inscrits chez Dun & Bradstreet peuvent le faire au http://fedgov.dnb.com/webform. Cette inscription est sans frais. Un numéro Dun & Bradstreet Number n'est pas requis pour soumettre un devis, mais peut l'être pour l'attribution d'un contrat. Le fait qu'un Soumissionnaire dispose ou nom d'un numéro Dun & Bradstreet n'affectera pas l'évaluation de son offre.* [↑](#footnote-ref-2)
2. *Veuillez vous reporter à l'annexe B pour les définitions standard de "petite entreprise", "petite entreprise défavorisée," etc. Notification : En vertu de 15 U.S.C. 645(d), toute personne donnant de fausses informations sur la taille d'une entreprise sera (1) condamné à une amende, une peine de prison ou les deux, (2) fera l'objet de mesures administratives, et (3) sera inéligible pour des programmes menés en vertu du Small Business Act. Si vous êtes certifié ou membre d'un des groupes qualifiants, veuillez vous inscrire chez Dun & Bradstreet au* [*http://www.dnb.com/us/duns\_update/*](http://www.dnb.com/us/duns_update/)*. Cette inscription est sans frais.* [↑](#footnote-ref-3)